

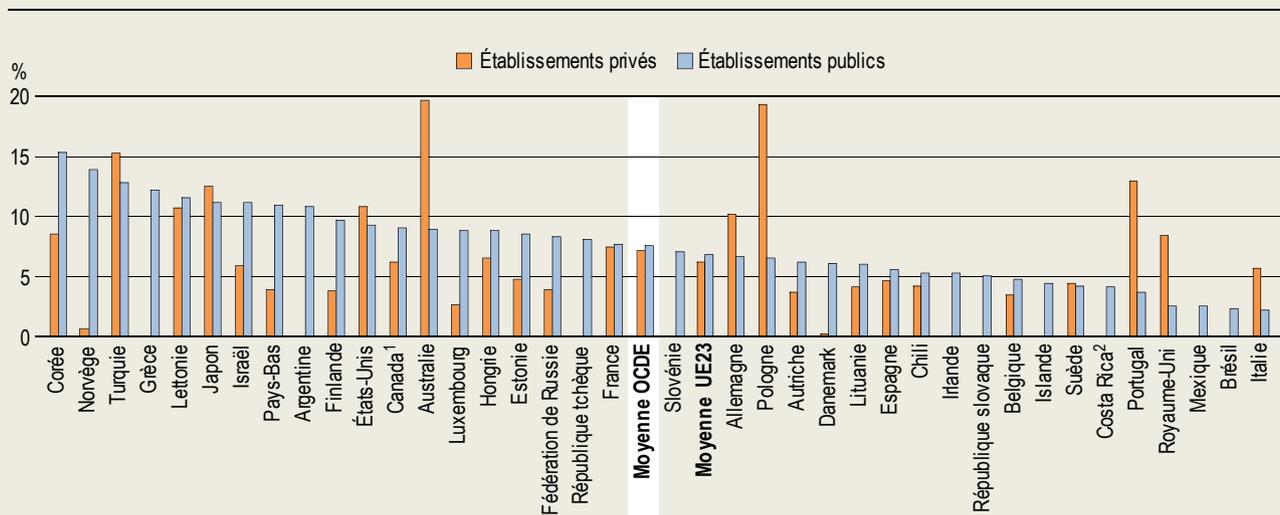
Indicateur C6. À quelles catégories de services et de ressources les dépenses d'éducation sont-elles affectées ?

Faits marquants

- Entre l'enseignement primaire et l'enseignement tertiaire, ce sont les dépenses de fonctionnement qui absorbent la plus grande part du budget de l'éducation : 92 %, en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la rémunération du personnel constitue le plus gros poste de dépenses du budget de fonctionnement tous niveaux d'enseignement confondus (74 %), mais en représente une plus grande part dans l'enseignement non tertiaire (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire) (77 %) que dans l'enseignement tertiaire (67 %).
- Dans les pays de l'OCDE, la rémunération du personnel absorbe une plus grande part du budget de fonctionnement dans les établissements publics que dans les établissements privés, tant dans l'enseignement non tertiaire (79 % dans les établissements publics, contre 72 % dans les établissements privés) que dans l'enseignement tertiaire (67 % dans les établissements publics, contre 63 % dans les établissements privés).

Graphique C6.1. Part des dépenses en capital, selon le type d'établissement (2017)

Du primaire au tertiaire



1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Année de référence : 2018.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses en capital dans les établissements d'enseignement publics

Source : Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934165111>

Contexte

La répartition du budget entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital influe sur les services, par exemple la cantine, le transport scolaire, le logement et les activités de recherche ; le niveau de rémunération des personnels ; les conditions matérielles dans lesquelles l'enseignement est dispensé (au travers des dépenses au titre des infrastructures scolaires et de l'entretien des locaux) ; et la capacité du système d'éducation à s'adapter aux tendances démographiques et à l'évolution des taux de scolarisation.

Les décisions relatives au budget à consacrer à l'éducation et à sa répartition entre les dépenses à court et long terme peuvent donc influencer sur la qualité de l'enseignement et, partant, sur les résultats de l'apprentissage. Trouver le bon équilibre, compte tenu des priorités des pays en matière d'éducation, est un défi que doivent relever tous les gouvernements et établissements, en particulier en temps de crise, lorsqu'il est difficile de choisir les priorités à privilégier. Comparer le montant et la répartition du budget de l'éducation entre les catégories de ressources peut donner des indications sur les différentes modalités d'organisation et de fonctionnement retenues par les pays.

Cet indicateur décrit la répartition du budget de l'éducation toutes sources de financement confondues (sources publiques, internationales et privées) entre les biens et services à financer, à la fois dans l'ensemble et selon le type d'établissements d'enseignement (publics ou privés). Il analyse également l'évolution du budget en cinq ans, en l'espèce entre 2012 et 2017.

Autres faits marquants

- Les pays de l'OCDE consacrent aux dépenses en capital 8 % en moyenne de leur budget total d'éducation de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire. La part des dépenses en capital est plus élevée dans l'enseignement tertiaire (10 %) que dans l'enseignement non tertiaire (7 %). La part des dépenses en capital varie sensiblement entre les pays ; elle est plus élevée en Corée, en Norvège et en Turquie.
- En valeur absolue, les dépenses unitaires de fonctionnement en équivalents temps plein sont en moyenne de l'ordre de 10 900 USD, et les dépenses unitaires en capital, de l'ordre de 900 USD, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE, selon les chiffres de 2017. Ces montants varient sensiblement entre les pays de l'OCDE : les dépenses unitaires de fonctionnement ne représentent pas plus de 4 600 USD environ en Turquie, mais atteignent 22 000 USD environ au Luxembourg, tandis que les dépenses unitaires en capital représentent un peu moins de 250 USD en Italie, mais atteignent 2 200 USD en Norvège.
- Dans les pays de l'OCDE, les dépenses unitaires (en équivalents temps plein) au titre de la rémunération du personnel sont en moyenne plus élevées dans l'enseignement tertiaire (10 100 USD) que dans l'enseignement non tertiaire (7 100 USD).
- Entre 2012 et 2017, les dépenses unitaires de fonctionnement au titre de l'enseignement primaire, secondaire, post-secondaire non tertiaire et tertiaire ont légèrement progressé en valeur réelle à raison de plus de 1 % en moyenne par an dans les établissements publics dans les pays de l'OCDE.

Analyse

Répartition du budget de l'éducation entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, selon le niveau d'enseignement

Le budget de l'éducation se répartit en dépenses de fonctionnement et dépenses en capital. Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses au titre de la rémunération du personnel et des biens et services indispensables chaque année au fonctionnement des écoles et universités, tandis que les dépenses en capital sont les dépenses afférentes à l'acquisition ou à l'entretien d'actifs à amortir pendant plus d'un an (voir la section « Définitions »). Les différences de répartition entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital montrent dans quelle mesure les pays ont investi dans la construction de nouvelles infrastructures – en réaction à l'augmentation des taux de scolarisation, par exemple – ou dans la restauration des infrastructures existantes – du fait de l'obsolescence ou du vieillissement des bâtiments ou de la nécessité de les adapter pour répondre à de nouveaux besoins pédagogiques, sociétaux ou sécuritaires. Contrairement aux dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital peuvent varier fortement au fil du temps et être très élevées les années où les investissements sont consentis et être modérées les autres années.

Vu l'importance des ressources humaines mobilisées par l'enseignement, les dépenses de fonctionnement absorbent la part la plus élevée du budget total de l'éducation dans les pays de l'OCDE. Dans les pays de l'OCDE, les dépenses de fonctionnement représentent en moyenne 92 % du budget total de l'éducation tous niveaux d'enseignement confondus (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire), le reste allant aux dépenses en capital selon les chiffres de 2017. La part globale des dépenses de fonctionnement ne varie pas de plus 3 points de pourcentage en moyenne entre les niveaux d'enseignement, mais varie davantage entre les pays. La part des dépenses de fonctionnement dans le budget de l'éducation (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire) varie entre 87 % en Corée, en Norvège et en Turquie et 98 % en Italie (voir le Tableau C6.1). Par niveau d'enseignement, elle varie entre 85 % en Corée et 99 % en Italie dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire et entre 57 % en Grèce et 98 % au Chili et en Islande dans l'enseignement tertiaire (voir le Tableau C6.1).

Les dépenses en capital représentent en moyenne 8 % du budget total de l'éducation de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE, mais en représentent au moins 10 % en Australie, en Corée, au Japon, en Lettonie, en Norvège, aux Pays-Bas et en Turquie (voir le Tableau C6.1). La part des dépenses en capital est plus élevée dans l'enseignement tertiaire (10 %) que dans l'enseignement non tertiaire – c'est-à-dire l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire – (7 %). Certains pays membres et partenaires de l'OCDE ont investi massivement dans les infrastructures dans l'enseignement tertiaire : les dépenses en capital ont atteint 20 % en Turquie et 43 % en Grèce à ce niveau d'enseignement en 2017. Dans l'enseignement non tertiaire, c'est la Corée qui consacre aux dépenses en capital la part la plus élevée, 15 %, du budget de l'éducation parmi les pays dont les données sont disponibles (voir le Tableau C6.1 et le Graphique C6.1).

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses unitaires (c'est-à-dire par élève ou étudiant) de fonctionnement en équivalents temps plein frôlent en moyenne les 11 000 USD et sont plus élevées dans l'enseignement tertiaire (16 000 USD) que dans l'enseignement non tertiaire (9 300 USD) selon les chiffres de 2017. Tous niveaux d'enseignement confondus, les dépenses unitaires de fonctionnement varient sensiblement entre les pays de l'OCDE : elles sont de l'ordre de 4 600 USD seulement en Turquie, mais de l'ordre de 22 000 USD au Luxembourg. Les dépenses en capital sont en moyenne inférieures à 1 000 USD par élève ou étudiant ; en 2017, ce sont la Corée, les États-Unis, le Luxembourg et la Norvège qui ont le plus investi dans des actifs durables (plus de 1 500 USD par élève ou étudiant) et le Chili, la Colombie, la Fédération de Russie, l'Italie et la Lituanie qui y ont investi le moins (au plus 500 USD environ) (voir le Tableau C6.1).

Répartition des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement au titre de l'éducation se répartissent entre trois grandes catégories fonctionnelles : 1) la rémunération du personnel enseignant ; 2) la rémunération du personnel non enseignant ; et 3) les autres dépenses de fonctionnement (par exemple, l'achat de matériel pédagogique et de fournitures scolaires, l'entretien des locaux, la cantine et la location d'infrastructures scolaires). L'évolution, au fil du temps et entre les niveaux d'enseignement, des taux de scolarisation, de la rémunération des personnels de l'éducation et des différents coûts d'entretien des infrastructures scolaires peut influencer sur le budget de chaque poste, tant en valeur absolue qu'en valeur relative.

La rémunération du personnel enseignant et non enseignant absorbe la plus grande partie du budget de fonctionnement de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (74 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, selon les chiffres de 2017), mais sa part varie sensiblement entre les pays et entre les niveaux d'enseignement (voir le Tableau C6.2 et le Graphique C6.2). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la part de la rémunération du personnel dans le budget total de fonctionnement est plus élevée dans l'enseignement non tertiaire (77 %) que dans l'enseignement tertiaire (67 %), ce qui s'explique par le fait que les infrastructures et les équipements sont plus coûteux dans l'enseignement tertiaire. C'est en

Belgique, en France, en Grèce et en Pologne que la rémunération du personnel représente le pourcentage le plus élevé des dépenses de fonctionnement (au moins 75 %) dans l'enseignement tertiaire. Dans l'enseignement non tertiaire, la Belgique, la Colombie et le Portugal consacrent au moins 85 % du budget du fonctionnement à la rémunération du personnel, soit les parts les plus élevées des pays membres et partenaires de l'OCDE ; en d'autres termes, ces pays consacrent une part moins élevée de leur budget aux services, par exemple aux services d'appui (dont l'entretien des locaux), aux services auxiliaires (dont la cantine), et à la location d'infrastructures scolaires (voir le Tableau C6.2 et le Graphique C6.2).

Dans les pays dont les données sont disponibles, la rémunération du personnel enseignant représente une plus grande part des dépenses de fonctionnement que celle du personnel non enseignant, en particulier dans l'enseignement non tertiaire. La différence de pourcentage entre les deux catégories de personnel s'explique vraisemblablement par la mesure dans laquelle les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation, les chauffeurs de cars scolaires, les infirmiers scolaires, les concierges et le personnel d'entretien sont inclus dans la catégorie du « personnel non enseignant ». Dans l'enseignement tertiaire, la rémunération du personnel responsable des activités de recherche et de développement peut également expliquer en partie la différence de pourcentage entre la rémunération du personnel enseignant et celle du personnel non enseignant selon les pays et les niveaux d'enseignement (voir l'indicateur C1).

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses unitaires (en équivalents temps plein) au titre de la rémunération du personnel sont en moyenne de l'ordre de 7 900 USD de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, mais elles sont plus élevées dans l'enseignement tertiaire (10 100 USD) que dans l'enseignement non tertiaire (7 100 USD) selon les chiffres de 2017. Ces montants varient sensiblement entre les pays et les niveaux d'enseignement. Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, les dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel sont inférieures à 3 000 USD au Chili, en Colombie, au Costa Rica et en Turquie, mais supérieures à 10 000 USD en Autriche, en Belgique, au Luxembourg et en Norvège. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel passent la barre des 15 000 USD au Canada, aux États-Unis, au Luxembourg et en Suède (voir le Tableau C6.2).

La variation du pourcentage du budget de fonctionnement affecté aux postes autres que la rémunération du personnel (les équipements, les services et les frais de location, par exemple) donne un aperçu des différences de structures de coût entre les pays. Le coût des infrastructures et des équipements est généralement plus élevé dans l'enseignement tertiaire qu'aux autres niveaux d'enseignement. En outre, dans certains pays, les établissements d'enseignement tertiaire sont plus susceptibles de prendre des bâtiments en location, ce qui peut absorber une part substantielle du budget de fonctionnement. Le Chili consacre le pourcentage le plus élevé du budget de fonctionnement aux autres postes de dépenses à la fois dans l'enseignement tertiaire (52 %) et dans l'enseignement non tertiaire (43 %) (voir le Tableau C6.2 et le Graphique C6.2).

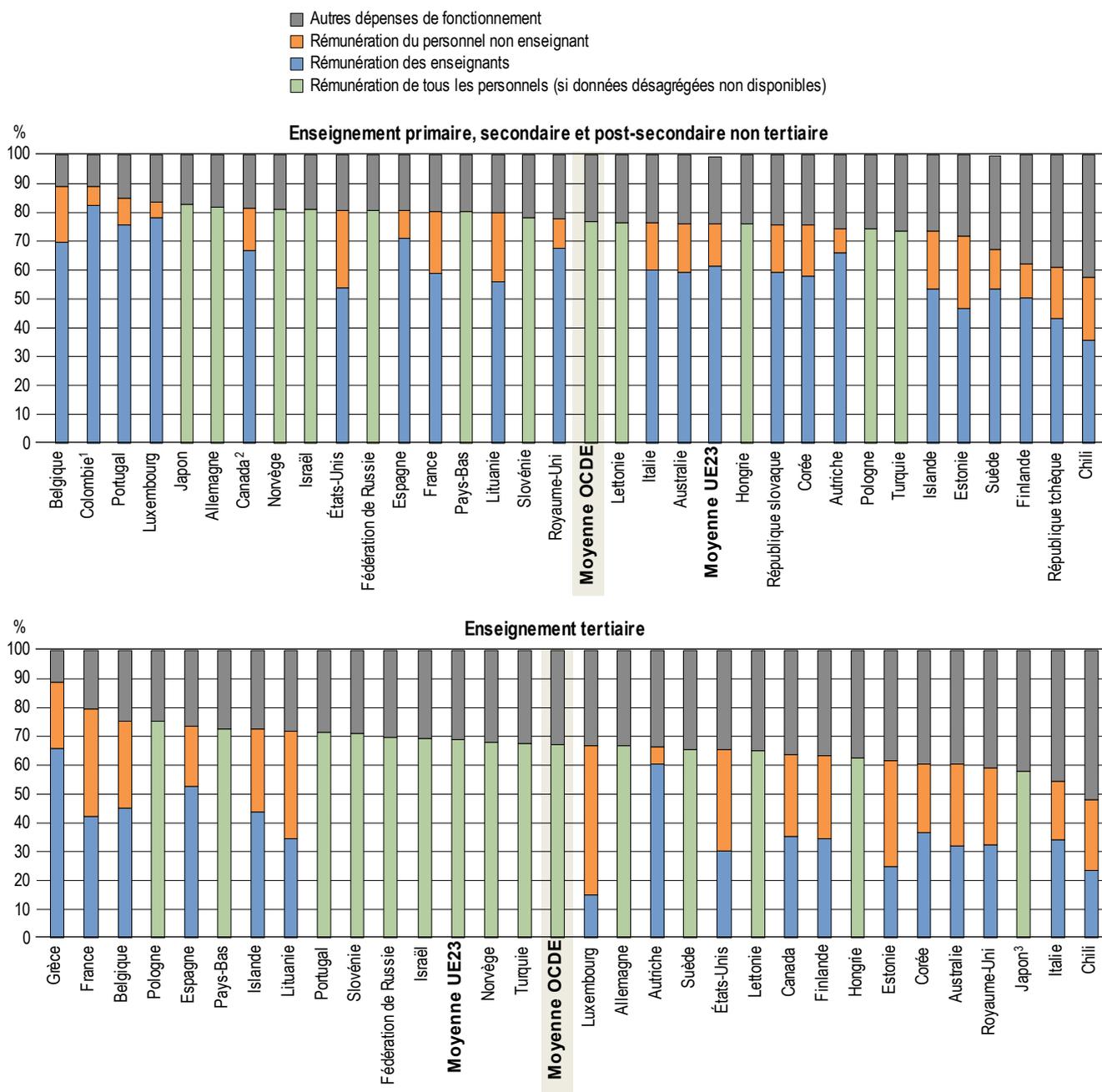
Répartition du budget de l'éducation entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, selon le type d'établissement d'enseignement

Dans les pays de l'OCDE, le budget se répartit dans l'ensemble de façon similaire entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital dans les établissements publics et privés. Des différences marquées s'observent toutefois entre les pays. La part des dépenses de fonctionnement est 10 points de pourcentage plus élevée dans les établissements publics que dans les établissements privés en Pologne et au Portugal dans l'enseignement non tertiaire et en Australie dans l'enseignement tertiaire. La part des dépenses en capital s'élève à 10 % dans les établissements publics et à 9 % dans les établissements privés dans l'enseignement tertiaire, mais à 7 % dans les établissements publics et à 6 % dans les établissements privés dans l'enseignement non tertiaire. Ces pourcentages varient toutefois entre les pays (voir le Tableau C6.3). Dans l'enseignement non tertiaire, les dépenses en capital représentent plus de 15 % du budget total dans les établissements publics en Corée et dans les établissements privés en Pologne. Selon les chiffres de 2017, c'est au Costa Rica et en Italie que la part des dépenses en capital est la moins élevée (1 %) dans les établissements publics ainsi qu'en Norvège, en République tchèque et en Slovaquie, où elles sont nulles. Dans l'enseignement tertiaire, la part des dépenses en capital est la plus élevée, supérieure à 15 %, dans les établissements publics en Grèce, en Hongrie et en Turquie et dans les établissements privés en Australie, en Hongrie et en Turquie (voir le Tableau C6.3 et le Graphique C6.1).

La répartition du budget de fonctionnement entre les différents postes de dépenses varie aussi entre les établissements publics et privés. Dans les pays de l'OCDE, la rémunération du personnel représente une part plus élevée du budget de fonctionnement dans les établissements publics où elle atteint 79 %, contre 72 % dans les établissements privés, dans l'enseignement non tertiaire et 67 %, contre 63 % dans les établissements privés, dans l'enseignement tertiaire. Les établissements privés sont plus susceptibles de sous-traiter des services, de louer des bâtiments scolaires et autres infrastructures (contrairement aux établissements publics, dont les sites sont des biens publics) et de payer leurs fournitures plus cher puisqu'ils ne peuvent pas faire autant d'économies d'échelle que dans le secteur public. Dans un certain nombre de pays toutefois, la part de la rémunération du personnel dans le budget de fonctionnement est plus élevée dans les établissements privés, dans une mesure supérieure à 5 points de pourcentage en Norvège et aux Pays-Bas dans l'enseignement non tertiaire et en Corée, en Finlande, en Israël, au Japon et aux Pays-Bas dans l'enseignement tertiaire (voir le Tableau C6.3).

Graphique C6.2. Répartition des dépenses de fonctionnement dans les établissements d'enseignement publics et privés (2017)

Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire



1. Année de référence : 2018.

2. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part de la rémunération de tous les personnels.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020), tableau C6.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934165130>

Dans l'enseignement non tertiaire, les dépenses unitaires au titre de la rémunération des enseignants sont dans l'ensemble plus élevées dans les établissements publics que dans les établissements privés dans les pays dont les données sont disponibles : elles s'élèvent à 5 900 USD en moyenne. Les différences les plus marquées (plus de 3 000 USD) s'observent au Canada, en Italie et au Luxembourg. Les dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel sont en revanche

plus élevées dans les établissements privés en Colombie, en Corée, en Estonie, en Lituanie, en République slovaque et au Royaume-Uni. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel varient le plus entre les établissements publics et les établissements privés en Autriche et en Finlande (plus de 4 000 USD) parmi les pays dont les données sont disponibles. C'est l'inverse qui s'observe aux États-Unis, en France et en République slovaque : les dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel en poste dans l'enseignement tertiaire sont plus élevées dans les établissements privés que dans les établissements publics (voir le Tableau C6.3).

Évolution des dépenses unitaires de fonctionnement et de recherche

La part du budget allouée à une catégorie spécifique de dépenses montre la priorité de ce poste de dépenses par rapport à d'autres postes, mais ne permet pas de savoir si elle est suffisante pour répondre aux besoins des étudiants et des enseignants. La part des dépenses de fonctionnement et celle des dépenses en capital ne varient guère dans l'ensemble au fil du temps en pourcentage du budget total – les dépenses de fonctionnement en représentent de l'ordre de 90 % – mais varient davantage en pourcentage des dépenses unitaires en équivalents temps plein entre les pays et au fil du temps. Cette variation résulte de l'évolution du budget de l'éducation et de l'effectif scolarisé.

En cinq ans, en l'espèce entre 2012 et 2017, les dépenses unitaires de fonctionnement au titre de l'enseignement primaire, secondaire, post-secondaire non tertiaire et tertiaire ont progressé à raison de plus de 1 % en moyenne par an dans les établissements publics dans les pays de l'OCDE. Les dépenses unitaires de fonctionnement ont le plus progressé (de plus de 4 %) en Hongrie, en Islande, en République slovaque et en Turquie ; elles ont le plus progressé au titre de la rémunération du personnel en Islande et en République slovaque. À l'inverse, les dépenses unitaires de fonctionnement ont diminué du fait de la réduction des dépenses unitaires au titre de la rémunération du personnel en Finlande, en Grèce, au Mexique et en Slovaquie. De l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, les dépenses unitaires de fonctionnement sont globalement restées stables dans les établissements privés entre 2012 et 2017 dans les pays dont les données sont disponibles ; elles ont toutefois augmenté de plus de 1 % par an aux États-Unis, en Hongrie, en Islande, en Norvège et en Suède (voir le tableau C6.4 disponible en ligne).

Dans les établissements publics, les dépenses unitaires au titre de la rémunération des enseignants ont légèrement progressé entre 2012 et 2017 dans les pays dont les données sont disponibles ; elles ont plus progressé dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux d'enseignement inférieurs. Dans l'enseignement tertiaire, elles ont le plus augmenté en Islande, en République slovaque et en République tchèque (dans une mesure comprise entre 7 % et 11 % par an en moyenne) et le plus diminué en Grèce et au Mexique (dans une mesure égale ou supérieure à 5 %). Dans l'enseignement non tertiaire, elles ont le plus augmenté en Colombie, en Islande, au Portugal et en République slovaque (dans une mesure supérieure à 4 %) et le plus diminué en Finlande (de 2 %) (voir le tableau C6.4 disponible en ligne).

Dans l'enseignement tertiaire, le taux de croissance annuel des dépenses unitaires au titre de la recherche et du développement (R-D) enregistré en moyenne entre 2012 et 2017 dans les établissements publics varie fortement entre les pays. Ce taux est supérieur à 5 % au Brésil, en Finlande et au Luxembourg. La Finlande et le Luxembourg sont, avec l'Allemagne, le Danemark, la Norvège et la Suède, les pays de l'OCDE où les dépenses au titre de la R-D sont les plus élevées en pourcentage du budget total de l'enseignement tertiaire (voir le tableau C1.2). Les dépenses au titre de la R-D ont augmenté alors que pendant la même période, le budget total de l'enseignement tertiaire a augmenté au Luxembourg et en Norvège, mais a diminué en Finlande. Les dépenses unitaires de R-D ont en revanche diminué de plus de 1 % dans les établissements publics en France, en Grèce, en Lituanie, au Mexique, au Portugal et en Turquie ; c'est au Portugal et en Turquie qu'elles ont le plus diminué. Cette tendance à la baisse s'explique en partie par le fait que l'accroissement de l'effectif d'étudiants n'est pas allé de pair avec une augmentation proportionnelle du budget de la R-D dans ces pays, sauf au Portugal, où l'effectif des établissements publics a diminué durant la période de référence, mais à un rythme moins soutenu que le budget de R-D (voir le tableau C6.4 disponible en ligne).

La comparaison de l'évolution des dépenses unitaires de R-D entre les établissements publics et les établissements privés dans les pays dont les données sont disponibles ne révèle pas de tendance nette. La tendance est à la hausse dans les deux types d'établissements, mais les dépenses de R-D ont plus progressé dans les établissements publics que dans les établissements privés en Belgique, mais dans les établissements privés que dans les établissements publics au Chili, aux États-Unis, en Hongrie et en Norvège ; les dépenses de R-D ont augmenté dans les établissements publics, mais diminué dans les établissements privés en Finlande et en Suède. Les dépenses de R-D ont diminué dans les deux types d'établissements, mais dans une plus grande mesure dans les établissements privés en Espagne, en Italie, en Lituanie et en Turquie. Enfin, les dépenses de R-D ont diminué dans les établissements publics, mais augmenté dans les établissements privés au Portugal et en République tchèque (voir le tableau C6.4 disponible en ligne).

Définitions

Les **dépenses en capital** sont les dépenses consacrées aux actifs dont la durée de vie est supérieure à un an et comprennent les dépenses relatives à la construction de locaux, à leur rénovation et aux grosses réparations, ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de nouveaux équipements ou au remplacement des équipements existants. Les dépenses en capital rapportées ici correspondent la valeur du capital acquis ou créé au cours de l'année considérée – soit la valeur du capital constitué –, que ces dépenses aient été financées par des recettes courantes ou au moyen d'emprunts. Ni les dépenses de fonctionnement, ni les dépenses en capital ne tiennent compte des dépenses afférentes au service de la dette.

Les **dépenses de fonctionnement** sont les dépenses afférentes à la rémunération du personnel et aux biens et aux services utilisés pendant l'année en cours qui doivent être effectuées de manière récurrente pour fournir les services d'éducation et autres, notamment les services d'appui et les services auxiliaires (la cantine, par exemple), la location de bâtiments scolaires et autres, etc. Ces services sont fournis par des prestataires extérieurs, contrairement aux services fournis par les autorités responsables de l'éducation ou par les établissements et leur propre personnel.

Les **activités de recherche et développement** sont les activités de recherche menées par les universités et autres établissements d'enseignement tertiaire, qu'elles soient financées par des fonds institutionnels ou par des bourses ou des contrats proposés par des entités publiques ou privées.

La **rémunération du personnel** (personnel enseignant et non enseignant, voir ci-dessous) comprend 1) les salaires (les salaires bruts du personnel de l'éducation, avant impôts, hors cotisations de retraite, d'assurance maladie, de sécurité sociale et autres et primes, etc.) ; 2) les dépenses au titre de la retraite (budget dépensé ou imputé par les employeurs ou tiers pour financer les pensions de retraite du personnel de l'éducation) ; et 3) les dépenses au titre d'avantages sociaux (assurance maladie ou invalidité, allocations de chômage, primes de naissance et frais de garde d'enfants et autres formes de protection sociale). Le **personnel enseignant** désigne uniquement le personnel qui participe directement à l'instruction. Le **personnel non enseignant** désigne le personnel ayant des fonctions pédagogiques et administratives et des fonctions d'appui et de soutien (les chefs d'établissement, de département et autre, les conseillers, les psychologues et infirmiers scolaires, les bibliothécaires et le personnel technique). Dans l'enseignement tertiaire, le **personnel académique** inclut le personnel dont la mission principale relève de l'enseignement ou de la recherche. En sont exclus les enseignants en formation, les auxiliaires d'éducation et les paraprofessionnels.

Méthodologie

Le taux annuel moyen de croissance est calculé sur la base du taux composé de progression géométrique qui permet de déduire un taux constant au cours de la période à l'étude. Une progression géométrique est une suite de termes, dont tous les termes, sauf le premier, sont obtenus par multiplication du terme qui les précède par un facteur constant différent de zéro appelé raison. Si l'évolution est linéaire, le taux composé de progression géométrique correspond au pourcentage constant d'évolution de la valeur entre plusieurs années.

Les dépenses unitaires au titre des établissements d'enseignement d'un niveau d'enseignement donné sont calculées comme suit : les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement de ce niveau sont divisées par l'effectif de ce niveau converti en équivalents temps plein. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement et les formations dont les données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles. Les dépenses exprimées en devise nationale sont divisées par l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA) pour le PIB pour obtenir leur équivalent en dollars des États-Unis (USD). La conversion basée sur l'indice PPA est préférée à celle basée sur le taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif du moment dans les différents pays de l'OCDE (voir l'annexe 2 pour davantage de précisions).

Le classement des pays de l'OCDE en fonction des dépenses unitaires annuelles d'éducation est influencé par les différences de définition des notions de scolarisation à « temps plein » et à « temps partiel » et d'« équivalent temps plein » entre les pays. Certains pays de l'OCDE comptabilisent tous les inscrits dans l'enseignement tertiaire comme des étudiants à temps plein, alors que d'autres mesurent l'intensité de leur scolarisation d'après les unités de valeur qu'ils ont obtenues à l'issue de modules spécifiques de cours pendant une période de référence donnée. Les pays de l'OCDE qui peuvent évaluer avec précision le taux de scolarisation à temps partiel affichent des dépenses apparemment plus élevées par étudiant en équivalent temps plein que ceux qui ne peuvent établir de distinction entre les diverses modalités de scolarisation.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2019^[1]) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Source

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2017 (sauf mention contraire) et proviennent de l'exercice UNESCO, l'OCDE et Eurostat (UOE) de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2019. Voir l'annexe 3 pour plus de détails (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>). Les données de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Inde, de l'Indonésie et de la République populaire de Chine proviennent de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Les données relatives aux dépenses de 2012 à 2017 ont été mises à jour sur la base d'une enquête menée en 2019 et 2020 et ont été ajustées en fonction des méthodes et des définitions appliquées lors du dernier exercice UOE de collecte de données en date.

Références

- OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264305380-fr> (consulté le 16 avril 2020). [1]
- OCDE (2019), *Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/6bcf6dc9-fr>. [2]

Tableaux de l'indicateur C6

- Tableau C6.1** Part des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, selon le niveau d'enseignement (2017)
- Tableau C6.2** Répartition des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources (%) (2017)
- Tableau C6.3** Part des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources et le type d'établissement (2017)
- WEB Tableau C6.4** *Croissance annuelle moyenne des dépenses de fonctionnement et des dépenses en R-D par étudiant en équivalent temps plein, selon le type d'établissement (2012-17)*

Date butoir pour les données : 19 juillet 2020. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink : <https://doi.org/10.1787/888934165035>

Tableau C6.1. Part des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, selon le niveau d'enseignement (2017)

Répartition des dépenses en capital et de fonctionnement (de sources publiques ou privées) des établissements d'enseignement

OCDE	Pays	Secondaire								Post-secondaire non tertiaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Du primaire au tertiaire			
		Primaire		Premier cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire		Premier et deuxième cycles du secondaire confondus			Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital
		Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)			
Australie	91	9	90	10	90	10	90	10	91	9	90	10	84	16	88	12		
Autriche	92	8	96	4	98	2	97	3	99	1	95	5	92	8	94	6		
Belgique	95	5	97	3	97 ^d	3 ^d	97 ^d	3 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	96	4	95	5	96	4		
Canada ^{1,2}	92 ^d	8 ^d	x(1)	x(2)	92	8	92	8	m	m	92 ^d	8 ^d	90	10	91 ^d	9 ^d		
Chili	94	6	94	6	93	7	93	7	a	a	94	6	98	2	95	5		
Colombie ^{2,3}	94	6	95	5	93	7	95	5	m	m	94	6	m	m	m	m		
Costa Rica ⁴	m	m	m	m	m	m	m	m	a	a	m	m	m	m	m	m		
République tchèque	90	10	90	10	95	5	93	7	95	5	92	8	m	m	m	m		
Danemark	m	m	m	m	98	2	m	m	a	a	m	m	97	3	m	m		
Estonie	90	10	91	9	95	5	93	7	98	2	92	8	91	9	92	8		
Finlande	88	12	88	12	91 ^d	9 ^d	90 ^d	10 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	89	11	95	5	91	9		
France	93	7	93	7	92	8	92	8	92	8	93	7	92	8	92	8		
Allemagne	94	6	94	6	91	9	93	7	94	6	93	7	92	8	93	7		
Grèce	98	2	99	1	97	3	98	2	m	m	m	m	57	43	m	m		
Hongrie	97	3	97	3	95	5	96	4	90	10	95	5	81	19	92	8		
Islande ⁴	94	6	94	6	99	1	97	3	98	2	95	5	98	2	96	4		
Irlande	m	m	95	5	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
Israël	88	12	x(5)	x(6)	93 ^d	7 ^d	93	7	100	0	90	10	93	7	91	9		
Italie	99	1	99	1	99 ^d	1 ^d	99 ^d	1 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	99	1	93	7	98	2		
Japon	87	13	88	12	91 ^d	9 ^d	89 ^d	11 ^d	x(5, 7, 13)	x(6, 8, 14)	89	11	88 ^d	12 ^d	88	12		
Corée	83	17	86	14	89	11	88	12	a	a	85	15	90	10	87	13		
Lettonie	88	12	88	12	89	11	89	11	92	8	88	12	90	10	89	11		
Lituanie	95	5	95	5	95	5	95	5	95	5	95	5	93	7	94	6		
Luxembourg	91	9	91	9	92	8	92	8	100	0	91	9	93	7	92	8		
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	a	a	m	m	m	m	m	m		
Pays-Bas	89	11	90	10	91	9	90	10	a	a	90	10	90	10	90	10		
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
Norvège	86	14	86	14	87	13	87	13	87	13	86	14	89	11	87	13		
Pologne	93	7	94	6	92	8	93	7	91	9	93	7	91	9	92	8		
Portugal	97	3	97	3	89 ^d	11 ^d	93 ^d	7 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	95	5	95	5	95	5		
République slovaque	96	4	98	2	94	6	96	4	95	5	96	4	m	m	m	m		
Slovénie	94	6	94	6	92	8	93	7	a	a	93	7	93	7	93	7		
Espagne	97	3	97	3	97 ^d	3 ^d	97 ^d	3 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	97	3	89	11	95	5		
Suède	96	4	96	4	95	5	95	5	94	6	96	4	96	4	96	4		
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
Turquie	91	9	91	9	88	12	89	11	a	a	90	10	80	20	87	13		
Royaume-Uni	97	3	96	4	96	4	96	4	a	a	96	4	87	13	93	7		
États-Unis	91	9	91	9	91	9	91	9	89	11	91	9	90	10	90	10		
Moyenne OCDE	93	7	93	7	93	7	93	7	m	m	93	7	90	10	92	8		
Moyenne UE23	94	6	94	6	94	6	94	6	m	m	94	6	90	10	93	7		
Partenaires	Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Indonésie ³	m	m	m	m	m	m	m	a	a	m	m	m	m	m	m		
	Fédération de Russie	x(5, 7)	x(6, 8)	x(5, 7)	x(6, 8)	93 ^d	7 ^d	93 ^d	7 ^d	x(5, 7)	x(6, 8)	93	7	90	10	92	8	
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		
	Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m		

Remarque : Les données relatives aux dépenses par élève/étudiant au titre de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (soit les colonnes 17 à 22) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous). Les dépenses de fonctionnement et en capital indiquées en ligne peuvent ne pas correspondre aux dépenses totales des établissements d'enseignement telles qu'elles sont reprises dans le tableau C1.1. Les différences s'expliquent dans la mesure où les établissements ont augmenté ou réduit leur solde de fonds au cours de la période en question. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org>. Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.

3. Année de référence : 2018.

4. Les dépenses de fonctionnement totales comprennent les dépenses en capital dans les établissements privés. Les dépenses en capital comprennent uniquement les dépenses au titre des établissements publics.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934165054>

Tableau C6.2. Répartition des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources (2017)

Répartition des dépenses de fonctionnement (de sources publiques ou privées) des établissements d'enseignement en pourcentage des dépenses totales de fonctionnement

OCDE	Pays	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire				Du primaire au tertiaire			
		Rémunération du personnel			Autres dépenses de fonctionnement	Rémunération du personnel			Autres dépenses de fonctionnement	Rémunération du personnel			Autres dépenses de fonctionnement
		Enseignants	Autres personnels	Total		Enseignants	Autres personnels	Total		Enseignants	Autres personnels	Total	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	59	17	76	24	32	29	60	40	50	21	71	29	
Autriche	66	8	74	26	61	6	66	34	64	7	72	28	
Belgique	70	19	89	11	45	30	75	25	63	22	86	14	
Canada ¹	67 ^d	15 ^d	82 ^d	18 ^d	35	29	64	36	54 ^d	20 ^d	74 ^d	26 ^d	
Chili	36	22	57	43	23	25	48	52	30	23	53	47	
Colombie ²	82	7	89	11	m	m	m	m	m	m	m	m	
Costa Rica ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque	43	18	61	39	m	m	m	m	m	m	m	m	
Danemark	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Estonie	47	25	72	28	25	37	62	38	39	29	69	31	
Finlande	50	12	62	38	34	29	63	37	45	17	63	37	
France	59	22	80	20	42	37	80	20	54	26	80	20	
Allemagne	x(3)	x(3)	82	18	x(7)	x(7)	67	33	x(11)	x(11)	78	22	
Grèce	m	m	m	m	66	23	89	11	m	m	m	m	
Hongrie	x(3)	x(3)	76	24	x(7)	x(7)	62	38	x(11)	x(11)	73	27	
Islande ³	53	20	74	26	44	29	73	27	51	22	73	27	
Irlande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Israël	x(3)	x(3)	81	19	x(7)	x(7)	69	31	x(11)	x(11)	78	22	
Italie	60	16	76	24	34	21	55	45	54	17	72	28	
Japon	x(3)	x(3)	83	17	x(7)	x(7)	58 ^d	42 ^d	x(11)	x(11)	75	25	
Corée	58	17	76	24	37	24	61	39	51	20	71	29	
Lettonie	x(3)	x(3)	77	23	x(7)	x(7)	65	35	x(11)	x(11)	74	26	
Lituanie	56	24	80	20	34	37	72	28	50	28	78	22	
Luxembourg	78	6	84	16	15	52	67	33	69	12	81	19	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas	x(3)	x(3)	80	20	x(7)	x(7)	73	27	x(11)	x(11)	78	22	
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Norvège	x(3)	x(3)	81	19	x(7)	x(7)	68	32	x(11)	x(11)	78	22	
Pologne	x(3)	x(3)	74	26	x(7)	x(7)	75	25	x(11)	x(11)	75	25	
Portugal	76	9	85	15	x(7)	x(7)	72	28	x(11)	x(11)	82	18	
République slovaque	60	16	76	24	m	m	m	m	m	m	m	m	
Slovénie	x(3)	x(3)	78	22	x(7)	x(7)	71	29	x(11)	x(11)	76	24	
Espagne	71	10	81	19	53	21	74	26	66	13	79	21	
Suède	53	14	68	32	x(7)	x(7)	65	35	x(11)	x(11)	67	33	
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	x(3)	x(3)	74	26	x(7)	x(7)	68	32	x(11)	x(11)	72	28	
Royaume-Uni	68	10	78	22	32	27	59	41	57	15	72	28	
États-Unis	54	27	81	19	30	35	65	35	44	30	74	26	
Moyenne OCDE	m	m	77	23	m	m	67	33	m	m	74	26	
Moyenne UE23	61	15	77	23	m	m	69	31	m	m	75	25	
Partenaires	Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Indonésie ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Fédération de Russie	x(3)	x(3)	81	19	x(7)	x(7)	70	30	x(11)	x(11)	77	23	
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : Certains niveaux d'enseignement sont regroupés. Pour plus de détails, voir le symbole « x » dans le tableau C6.1 Les données relatives à la rémunération du personnel par élève/étudiant au titre de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (soit les colonnes 13 à 15) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous). Le « personnel en poste dans l'enseignement tertiaire » inclut le personnel dont la mission principale relève de l'enseignement ou de la recherche (voir la colonne 14, information disponible en ligne). Pour de plus amples informations, consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie ». Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>. Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Année de référence : 2018.

3. Les dépenses de fonctionnement totales comprennent les dépenses en capital dans les établissements privés.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934165073>

Tableau C6.3. Part des dépenses de fonctionnement, selon la catégorie de ressources et le type d'établissement (2017)

Répartition des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement

OCDE	Pays	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire								Tertiaire							
		Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales		Rémunération du personnel en pourcentage des dépenses de fonctionnement						Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales		Rémunération du personnel en pourcentage des dépenses de fonctionnement					
				Rémunération des enseignants		Rémunération des autres personnels		Rémunération totale				Rémunération des enseignants		Rémunération des autres personnels		Rémunération totale	
		Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
Australie	93	85	61	57	15	19	76	76	89	57	33	23	27	40	60	63	
Autriche	95	99	66	68	9	4	75	71	91	93	61	58	6	3	67	62	
Belgique	95	97	68	72	21	18	89	89	95	95	48	43	29	31	77	74	
Canada ¹	92 ^d	94 ^d	68 ^d	52 ^d	14 ^d	19 ^d	82 ^d	71 ^d	90	a	35	a	29	a	64	a	
Chili	94	93	37	35	26	19	63	53	96	98	27	22	32	22	59	45	
Colombie ²	97	88	85	77	8	4	93	81	m	m	m	m	m	m	m	m	
Costa Rica ²	99	m	70	m	3	m	73	m	89	m	x(15)	m	x(15)	m	75	m	
République tchèque	91	100	43	45	18	20	61	65	93	m	46	m	18	m	64	m	
Danemark	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Estonie	92	95	46	52	26	14	72	66	91	95	25	29	37	30	62	59	
Finlande	89	95	51	47	11	17	62	64	94	97	31	43	30	26	61	69	
France	92	93	60	53	22	20	82	73	92	91	40	52	40	22	81	74	
Allemagne	94	89	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	84	76	91	94	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	67	61	
Grèce	98	m	92	m	2	m	94	m	57	a	66	a	23	a	89	a	
Hongrie	95	96	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	76	76	81	81	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	62	62	
Islande ³	95	100	53	55	20	18	74	72	98	100	44	44	29	29	73	73	
Irlande	93	m	58	m	10	m	67	m	98	m	34	m	1	m	35	m	
Israël	89	95	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	84	72	87	93	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	46	70	
Italie	99	98	61	47	17	0	78	47	94	91	34	33	21	19	55	53	
Japon	89	88	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	84	73	90 ^d	87 ^d	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	52 ^d	62 ^d	
Corée	84	92	58	59	18	14	76	73	87	91	29	40	26	23	55	63	
Lettonie	88	87	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	77	78	94	89	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	80	63	
Lituanie	95	96	56	55	24	19	80	74	93	95	35	27	37	39	72	66	
Luxembourg	91	97	79	71	5	14	84	84	93	a	15	a	52	a	67	a	
Mexique	98	m	79	m	12	m	91	m	96	m	57	m	15	m	72	m	
Pays-Bas	89	98	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	80	87	89	94	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	72	79	
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Norvège	85	100	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	80	100	88	98	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	68	64	
Pologne	94	73	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	74	75	91	95	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	76	69	
Portugal	97	85	81	49	9	12	90	61	95	93	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	75	56	
République slovaque	96	100	59	61	16	14	76	75	93	m	34	m	24	m	58	m	
Slovénie	93	100	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	78	65	93	100	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	73	40	
Espagne	97	96	73	64	9	11	82	75	88	95	57	35	21	21	78	56	
Suède	96	95	53	54	14	12	68	67	96	97	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	66	64	
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	90	89	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	86	35	82	74	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	69	61	
Royaume-Uni	97	95	67	68	12	8	79	77	a	87	a	32	a	27	a	59	
États-Unis	91	91	54	53	27	26	81	78	90	89	32	28	36	33	68	61	
Moyenne OCDE	93	94	63	m	15	m	79	72	90	91	m	m	m	m	67	63	
Moyenne UE23	94	94	63	57	14	13	78	72	91	93	m	m	m	m	68	63	
Partenaires	Argentine	87	m	70	m	23	m	93	m	95	m	60	m	30	m	90	m
	Brésil	98	m	x(7)	m	x(7)	m	78	m	97	m	x(15)	m	x(15)	m	71	m
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie	93	96	x(7)	x(8)	x(7)	x(8)	81	61	90	96	x(15)	x(16)	x(15)	x(16)	70	63
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud	m	m	77	m	7	m	83	m	m	56	m	0	m	56	m	
	Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : Certains niveaux d'enseignement sont regroupés. Pour plus de détails, voir le symbole « x » dans le tableau C6.1 Les données relatives à la rémunération des enseignants par élève/étudiant au titre de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (soit les colonnes 17 à 20) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous). Le « personnel en poste dans l'enseignement tertiaire » inclut le personnel dont la mission principale relève de l'enseignement ou de la recherche (voir les colonnes 19 et 20, information disponible en ligne). Pour de plus amples informations, consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie ». Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.

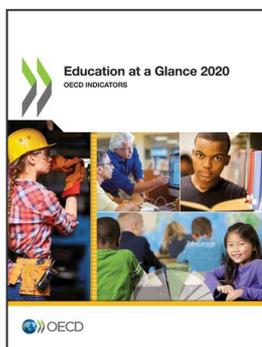
2. Année de référence : 2018.

3. Les dépenses de fonctionnement totales comprennent les dépenses en capital dans les établissements privés.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934165092>



Extrait de :
Education at a Glance 2020
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « À quelles catégories de services et de ressources les dépenses d'éducation sont-elles affectées ? », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/130d32e4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.